

LE GROUPE LIBANAIS FRANSABANK RENFORCE SA POSITION EN ALGÉRIE

Fransabank El Djazaïr relève son capital social à 10 milliards de dinars

Le groupe financier libanais Fransabank a annoncé sa décision de relever le capital de la filiale algérienne Fransabank El Djazaïr à 10 milliards de dinars, suite aux dernières directives du Conseil de la monnaie et du crédit. La banque compte développer ses activités en Algérie et diversifier ses produits, notamment ceux destinés au financement des investissements industriels et touristiques.

Lyès Menacer - Alger (Le Soir) - Le président-directeur général du groupe, Adnan Kassar, a déclaré hier lors d'un point de presse s'être entretenu avec le gouverneur de la Banque d'Algérie (BA), Mohamed Laksaci, afin de l'informer de cette décision. «Le processus juridique et technique de cette opération débutera dès les prochaines semaines, et sera finalisé dans les délais impartis par la BA, avant la fin de l'année», a-t-il expliqué. L'augmentation du capital se fera via un apport numéraire de l'ensemble des actionnaires algériens, libanais et français. La quote-part des non-résidents est estimée à environ 130 millions de dollars, a-t-il encore indiqué. A noter que le groupe Fransabank détient 68% des actions de Fransabank El Djazaïr contre 25% déte-

nues par la troisième compagnie de transport maritime dans le monde, la CMA CGM. Les 7% restants sont détenus par le groupe algérien Maghreb Truck Co. L'intérêt de relever le capital de Fransabank El Djazaïr est celui de se maintenir dans le marché algérien en pleine expansion, a expliqué le directeur général de cette filiale, Joseph Dakkak. Il faut rappeler que cet organisme financier, qui a augmenté ses bénéfices en 2008 de plus de 40%, oriente son activité vers le financement des petites et moyennes entreprises. C'est ce qui explique, en partie, l'intérêt porté au marché algérien où les PME peinent à trouver de vrais accompagnateurs dans le secteur public concernant l'octroi de crédit d'investissement. «Nous sommes installés en Algérie pour aider les PME/PMI à se

développer et participer aussi au développement du secteur touristique qui recèle d'importantes opportunités d'investissement», a insisté Adnan Kassar, président par ailleurs de la fédération des chambres de commerce, d'industrie et d'agriculture des pays arabes. «Une telle mesure ne peut, en effet, que conforter les choix opérés ces dernières années par les gouverneurs des Banques centrales algérienne et libanaise, et allant dans le sens de la canalisation du financement bancaire vers l'économie réelle, productive de développement et d'emplois», a-t-il justifié. Quatre agences devront ouvrir leurs portes prochainement à Oran (à la cité El-Djamel et au quartier Saint-Hubert), à Constantine (Sidi-Mabrouk), et une autre à Bab-Ezzouar. Des négociations sont en phase de s'achever pour l'ouverture de deux autres agences à Didouche-Mourad et à Rouiba, ont annoncé également les dirigeants du groupe Fransabank, qui ne comp-

tent pas s'arrêter en si bon chemin. De nouveaux produits seront en fait destinés aux particuliers mais le financement des PME/PMI reste la priorité de Fransabank, qui dit vouloir les aider dans la réalisation des grands projets industriels et touristiques, générateurs, selon elle, de compétitivité et de diversification des ressources en devises pour le pays. La banque compte actuellement un millier de clients dont plus de la moitié est constituée d'entreprises. Les autres clients sont souvent des personnes et des partenaires de ces mêmes entreprises.

Adnan Kassar annonce également que «différents produits seront lancés à l'adresse des migrants visant à canaliser leur épargne vers leur pays d'origine, notamment sur des projets productifs et créateurs de richesses». Cette opération sera réalisée grâce à un accord de partenariat avec d'autres établissements bancaires de la zone EuroMed dont Fransabank est membre. Les conférenciers ont écarté



Adnan Kassar, P-dg de Fransabank.

toute possibilité de transfert des dividendes vers l'étranger, du moins durant l'année 2009, et ce, en guise de «participer au développement économique de l'Algérie» qui, selon eux, leur a offert la chance de s'y installer sans trop de difficultés. M. Joseph Dakkak a déclaré que le portefeuille des crédits accordés aux entreprises est de l'ordre de 5 milliards de dinars. L'argent est accordé sous

forme de prêts à l'investissement de moyenne durée. Le dépôt des clients a totalisé les 8 milliards de dinars durant l'année 2008. Les dirigeants de Fransabank demeurent optimistes quant à leur réussite en Algérie et se montrent confiants devant la crise financière mondiale qui, selon Adnan Kassar, a épargné les établissements financiers libanais grâce à leur prudence.

L. M.

EMPRUNT OBLIGATAIRE ALGER MÉDINA

Le P-dg de Dahli confiant sur les résultats de l'opération

Promoteur de l'emprunt obligataire grand public Alger Médina, le P-dg du groupe privé Dahli se montre confiant à moins de 10 jours de la fin de l'opération de souscription. Le développement des soukous, ou obligations islamiques, en Algérie est lié à une refonte de la législation.

Chérif Bennaceur - Alger (Le Soir) - Hôte hier d'une conférence tenue au centre de presse d'El-Moudjahid, le P-dg du groupe privé Dahli, Mohamed-Abdelwahab Rahim, s'est montré confiant quant à l'emprunt obligataire grand public lancé le 11 janvier dernier. Pour financer une partie du projet Alger Médina (réalisation à l'horizon 2011 d'une marina, un parc aquatique et 163 appartements-hôtels, à 20 km d'Alger, aux Pins-Maritimes), le groupe Dahli cherche, en effet, à lever 8,3 milliards de dinars auprès du grand public (personnes morales et physiques). Jusqu'au 12 février 2009, les prêteurs peuvent acheter au minimum deux obligations Dahli d'une valeur de 20 000 DA auprès des agences de huit banques nationales. «Pour l'instant, nous avançons étape par étape. Nous ne préjugeons de rien», assure M. Rahim. «Mais nous ne pensons pas (absolument) à un échec», affirme-t-il aussi. Compte tenu des surliquidités de la place nationale, dira-t-il, mais aussi des avantages de cette opération. Ces avantages étant liés aux intérêts progressifs pendant 7 ans allant de 4% à 6,75%, un rendement moyen de 5,2%, des obligations cotées en Bourse, exonérées d'impôt et garanties pour une

valeur de 16 milliards de dinars par les actifs du groupe (l'hôtel Hilton et la Tour ABC). Voire, l'opportunité pour les citoyens résidents ou de passage à Alger, une clientèle estimée à 100 000 personnes régulières, de bénéficier d'un projet «réel» qui leur est destiné. Comme Mohamed Rahim tiendra à affirmer que ce projet n'est pas un «investissement spéculateur, à vendre», mais qu'il sera géré par ses promoteurs. Néanmoins, si les résultats de l'emprunt ne correspondent pas aux attentes, «nous aviserons», répondra le promoteur qui précisera que «le projet continuera». D'autant que le groupe Dahli finance sur fonds propres l'autre partie du projet Alger Médina, ainsi que la réalisation d'un centre commercial. Et que les options de financement (bancaires, obligataires ou les deux) restent ouvertes pour la continuation du projet. «Nous verrons en fonction de nos capacités», précise le P-dg du groupe Dahli. Pour autant, il s'agit de l'aptitude des acteurs du marché (particuliers et institutions financières notamment) à se départir d'une certaine attitude frileuse à l'égard des initiatives privées. «L'affaire Khalifa Bank ne doit pas être un prétexte», affirmera Mohamed Rahim. Des propos appuyés par le président du



Mohamed Rahim, P-dg de Dahli.

cabinet d'ingénierie financière Strategica, Hachemi Siagh, autre intervenant à cette conférence. Perplexe, Hachemi Siagh estimera qu'il s'agit de lever cette épée de Damoclès. Car elle risque de brider le développement des «fleurons» du secteur privé, voire le développement du marché financier national. A ce propos, Hachemi Siagh a estimé qu'«il reste beaucoup à faire» pour développer ce marché,

notamment dans son segment obligataire. Un marché où 40 titres sont mis et qui pèse déjà 208 milliards de dinars, 81 milliards de dinars d'emprunts publics et privés et 154 milliards de dinars d'obligations du Trésor étant cotés en Bourse. Au-delà de la nécessité pour les émetteurs d'emprunts obligataires de satisfaire aux conditions (la «transparence» financière et comptable, être des sociétés par

actions...), il s'agit aussi de développer toute une panoplie de mécanismes financiers.

Le marché algérien «porteur» pour les soukous

A ce propos, le président de Strategica a évoqué la possibilité de développer les soukous, ou obligations islamiques, en Algérie (voir encadré). A cheval entre les obligations et les titres participatifs, ces soukous représentent une industrie qui pesait près de 100 milliards de dollars dans le monde, même si la crise financière en cours provoque un certain tassement. Pour Hachemi Siagh, «il y a un marché porteur en Algérie pour ce type de transactions conformes à la Charia. A charge cependant de «donner un ancrage juridique, douanier et fiscal» à cette pratique et donc «changer la législation, le code de commerce notamment», relève-t-il.

C. B.

Les soukous

Un soukouk, aussi appelé obligation islamique, est un certificat d'investissement conforme à la Charia qui prohibe le prêt à intérêt. Il est généralement considéré comme étant l'équivalent, dans la finance islamique, d'une obligation dans la finance occidentale. Un soukouk est censé correspondre à un projet déterminé. Les profits versés annuellement (l'équivalent de l'intérêt de la finance occidentale) correspondent aux gains que ces projets devraient générer. Juridiquement, il s'agit donc de titre de propriété (quote-part) d'un actif générateur de flux financiers. En général, les soukouks financent des projets immo-

biliers ou d'infrastructure. En 2000, le volume des soukouks émis a été estimé à 97,3 milliards de dollars américains. Les principaux pays d'émission sont la Malaisie, le Bahreïn, le Qatar, les Emirats arabes unis, l'Arabie Saoudite et le Pakistan.

En Europe, le land allemand de Saxe-Anhalt a émis pour 100 millions d'euros d'obligations-soukouks en 2004. En 2008, des émissions des soukouks ont plongé de 56% à 14,9 milliards de USD (dont seulement 10% dans la devise américaine).

Source : www.wikipedia.org.

C. B.